

NATO SANS CLASSIFICATION

21 décembre 2020

DOCUMENT
C-M(2020)0053-AS1

**RAPPORT
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 18 décembre 2020, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) joint au C-M(2020)0053, il a approuvé les conclusions et les recommandations que ce rapport contient et il a marqué son accord pour que ce document ainsi que le rapport de l'IBAN et les états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2020)0053 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION



NATO SANS CLASSIFICATION

11 décembre 2020

DOCUMENT
C-M(2020)0053
Procédure d'accord tacite :
18 déc 2020 15:30

RAPPORT
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)

Note du secrétaire général

1. On trouvera ci-joint le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur ces états financiers et une opinion sans réserve sur la conformité pour l'exercice.
2. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (annexe 1).
3. Je ne pense pas que ce dossier doive être examiné plus avant. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 18 décembre 2020 à 15h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient et marqué son accord pour que ce rapport, le rapport de l'IBAN et les états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe
1 pièce jointe

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION



RAPPORT
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)

Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources

Références :

A.	IBA-A(2020)0079	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA
B.	C-M(2015)0025	Règlement financier de l'OTAN
C.	BC-D(2015)0260-REV1	Règles et procédures financières
D.	C-M(2016)0023	Cadre comptable OTAN
E.	PO(2015)0052	Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) porte sur le rapport que le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a établi à la suite de l'audit des états financiers 2019 de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA). L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur ces états financiers et une opinion sans réserve sur la conformité pour l'exercice (référence A).

OBJET

2. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants du rapport de l'IBAN (référence A), afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers de l'entité concernée et, s'il y a lieu, recommander une ligne de conduite au Conseil, dans le cadre d'une démarche propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

3. Le RPPB note que les observations formulées dans le rapport de l'IBAN ont été examinées et traitées par les pays participants, représentés au sein du Comité de surveillance de l'Agence de la NAPMO, qui est l'organe directeur compétent. En vertu de l'article 15 du Règlement financier de l'OTAN (référence B), il est tenu d'examiner le rapport d'audit et de formuler des commentaires et des recommandations.

EXAMEN DE LA QUESTION

4. À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations : l'une concerne la comptabilisation des biens acquis par les contractants (CAP) dans les immobilisations corporelles et l'autre la sous-évaluation du produit correspondant à une subvention reçue. Ces deux observations ont amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve sur les états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA. Elles n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité, qui est une opinion sans réserve. Par ailleurs, l'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue des précédents audits et il a constaté que deux questions étaient en cours de traitement.

5. Observation 1 : L'IBAN a constaté qu'il fallait corriger le mode de comptabilisation des CAP relatifs au dernier programme de prolongation de la durée de vie (FLEP) pour que le cadre comptable OTAN soit respecté. Significatifs, ces CAP (bureaux de liaison, laboratoires, installations, équipements de test, outils, etc.), qui appartiennent à l'OTAN et sont contrôlés par la NAPMA, ont été comptabilisés à tort dans les projets en cours et non dans les immobilisations corporelles. Or ils ne sont pas physiquement transférables à la Force aéroportée de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). Selon l'IBAN, ils auraient dû être comptabilisés dans une rubrique spécifique des immobilisations corporelles et figurer dans les états financiers pendant toute la période du contrat. Les immobilisations corporelles sont donc sous-évaluées.

5.1. La NAPMA s'est dite d'accord de déterminer par une analyse systématique s'il est possible de modifier sa méthode comptable pour donner suite à cette observation. Elle a également accepté de présenter à l'avenir toute information relative aux CAP qui seraient cédés ou vendus. Elle a fait observer que les CAP pouvaient comprendre des éléments incorporels, et elle a fait savoir qu'elle était disposée à régler toutes les questions en suspens en collaboration avec l'IBAN. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui, pour réduire le risque de voir des erreurs de ce type se reproduire, demande à la NAPMA de requalifier correctement les CAP concernés et de constater et présenter désormais tous les CAP dans ses états financiers en application du cadre comptable OTAN (référence D) et du règlement financier de la NAPMO. En outre, il insiste sur la nécessité que la valeur des CAP fasse l'objet d'une estimation raisonnable qui soit inscrite dans les états financiers et il relève que, si c'est le cas, la question devrait pouvoir être considérée comme traitée à l'issue de l'audit des états financiers de 2020. Enfin, il appuie la proposition visant à prendre en considération, lors du réexamen prochain du cadre comptable OTAN, les résultats de l'analyse à laquelle la NAPMA soumettra sa méthode comptable.

6. Observation 2 : L'IBAN a constaté que la méthode comptable de la NAPMA ne prévoyait pas que les subventions soient comptabilisées en tant que produits lorsqu'il n'y a pas d'obligation de performance. Du fait de cette lacune, les produits non acquis comprennent une somme de 7 millions de dollars des États-Unis (USD) correspondant à

une subvention reçue du SESAR (programme de recherche ATM dans le cadre du ciel unique européen), laquelle aurait dû être comptabilisée en tant que produit dès lors qu'elle était destinée à financer des travaux dont l'achèvement a été certifié et qu'elle a été reçue en 2019. Par conséquent, les produits non acquis sont surévalués de 7 millions USD et les produits sont sous-évalués d'autant.

6.1. La NAPMA a souscrit à la recommandation et accepté de procéder aux corrections nécessaires dans ses états financiers de 2020. Le RPPB appuie la recommandation dans laquelle l'IBAN demande à la NAPMA de modifier sa méthode comptable de façon à prévoir que les subventions seront comptabilisées en tant que produits et d'appliquer les dispositions modifiées lors de l'établissement de ses états financiers de 2020.

7. Questions en cours de traitement soulevées à l'issue d'audits précédents – À l'issue de l'audit des états financiers 2017 de la NAPMA, l'IBAN avait recommandé à l'Agence d'améliorer le processus de vérification des informations financières de façon à corriger des inexactitudes et erreurs non significatives dans les états financiers ainsi qu'à optimiser la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne. Bien que la NAPMA ait pris d'importantes mesures ces dernières années, ce processus ne permet pas encore de repérer les erreurs significatives dans les informations financières et ainsi d'éviter de devoir rectifier les états financiers ; par ailleurs, l'Agence doit continuer de travailler à une mise en conformité totale avec le cadre de contrôle interne qui a été approuvé (COSO)¹.

7.1. La NAPMA a souscrit à la recommandation et s'est engagée à veiller à la cohérence entre les états financiers proprement dits et les notes et annexes. Elle continuera de travailler à une mise en conformité totale avec le cadre COSO. L'IBAN a répété que le processus de vérification des informations financières devait être amélioré, en particulier pour ce qui est de l'état de l'exécution du budget. Le RPPB est arrivé à la conclusion que les progrès accomplis s'agissant des observations relatives aux états financiers de 2019 et des exercices précédents seraient évalués dans le cadre de l'examen du rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2020.

8. Les débats du RPPB sont un facteur de transparence et un élément important de la fonction de supervision qu'il exerce. Il a confirmé qu'il s'appuyait sur les observations de l'IBAN, insisté sur l'importance d'estimations financières fiables et exprimé le souhait que toutes les mesures soient prises pour que l'audit des états financiers de 2020 débouche sur la formulation d'opinions sans réserve.

CONCLUSIONS

9. L'IBAN a formulé deux observations sur les états financiers rectifiés de la NAPMA pour 2019, qui l'ont amené à émettre une opinion avec réserve à leur sujet. Par ailleurs, à

¹ Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission.

la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, deux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits étaient en cours de traitement.

10. En ce qui concerne l'exercice 2019, l'IBAN a constaté, d'une part, que les CAP avaient été comptabilisés à tort dans les projets en cours et, d'autre part, que le produit correspondant à une subvention avait été consigné dans une mauvaise rubrique des documents comptables. Sur le premier point, le RPPB appuie la recommandation par laquelle l'IBAN demande à la NAPMA de requalifier les CAP en immobilisations corporelles, de créer une nouvelle catégorie d'immobilisations corporelles pour les éléments ainsi requalifiés et de constater et présenter désormais tous les CAP en tant qu'immobilisations corporelles dans ses états financiers. De plus, il note que les CAP peuvent comprendre des éléments incorporels et est favorable à ce que la valeur des CAP, estimée de façon raisonnable, soit inscrite dans les états financiers. Sur le second point, il souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAPMA rectifie les chiffres relatifs à la subvention dans ses documents comptables et modifie ses méthodes comptables pour réduire le risque de nouvelles sous-évaluations de produits.

11. S'agissant des observations formulées par l'IBAN à l'issue d'audits précédents, le RPPB prend note des progrès réalisés par la NAPMA et lui demande une nouvelle fois de donner la suite voulue à l'observation concernant la nécessité d'améliorer le compte rendu financier ainsi que le contrôle interne, la gestion des risques et l'audit interne.

12. Le RPPB a confirmé qu'il s'appuyait sur les observations de l'IBAN, insisté sur l'importance d'estimations financières fiables et exprimé le souhait que toutes les mesures soient prises pour que l'IBAN puisse émettre des opinions sans réserve à l'issue de son audit des états financiers de 2020.

RECOMMANDATIONS

13. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources recommande au Conseil :

- 13.1. de prendre note du présent rapport ainsi que du rapport de l'IBAN (référence A) ;
- 13.2. d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 9 à 12 du présent rapport ;
- 13.3. d'autoriser la communication au public des états financiers 2019 rectifiés de la NAPMA, du rapport de l'IBAN correspondant ainsi que du présent rapport, conformément à la politique agréée dans le document de référence E.



NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2020)0079
26 août 2020

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO)
Directeur général de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
Contrôleur des finances de la NAPMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Opinion et lettre d'observations et de recommandations du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant la vérification des états financiers rectifiés de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 – IBA-AR(2020)0018***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint l'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) de l'IBAN, ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil (annexe 1).

L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers de la NAPMA et une opinion sans réserve sur la conformité pour l'exercice 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil sur la vérification des états financiers rectifiés
de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine
et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). La gestion du programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2019, les dépenses de la NAPMA – y compris les ajouts aux projets de modernisation – se sont établies à environ 120 millions de dollars des États-Unis.

L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et une opinion sans réserve sur la conformité pour cet exercice.

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. L'ensemble est présenté dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3).

On trouvera ci-après un relevé des principales constatations, qui ont eu une incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers mais pas sur celle émise au sujet de la conformité.

1. Comptabilisation des biens acquis par les contractants dans les immobilisations corporelles
2. Sous-évaluation du produit correspondant à une subvention reçue

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue des précédents audits et il a constaté que deux questions étaient en cours de traitement.

L'opinion et la lettre d'observations et de recommandations ont été transmises à la NAPMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le rapport avec, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet (voir l'appendice à l'annexe 3).

Une lettre a été adressée à la direction de la NAPMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NAPMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS RECTIFIÉS
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Vérification des états financiers

Opinion avec réserve sur les états financiers rectifiés

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019. Diffusés sous la cote NAPMA/NFC(20)50-00/031 et soumis à l'IBAN le 6 juillet 2020 selon la lettre du Collège datée du 9 janvier 2020, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019.

L'opinion de l'IBAN est que, à l'exception des effets des questions mentionnées au paragraphe suivant, les états financiers rectifiés donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers rectifiés

Premièrement, les « autres actifs à long terme – projets en cours » relatifs au dernier programme de prolongation de la durée de vie (FLEP), dont la valeur représente 26 millions USD, comprennent, pour une part significative, des biens acquis par les contractants (CAP), comme des bureaux de liaison, des laboratoires, des installations, des équipements de test et des outils. En outre, les charges relatives aux projets se rapportent, pour au moins deux millions USD, à des CAP. Ces biens, qui sont propriété de l'OTAN et contrôlés par la NAPMA, ne sont pas physiquement transférables à la Force aéroportée de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). Les CAP auraient dû être comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles, conformément à l'IPSAS 17 (*Immobilisations corporelles*), et les dotations annuelles aux amortissements relatives à ces biens auraient dû être imputées sur les projets en cours, conformément à l'IPSAS 11 (*Contrats de construction*).

Deuxièmement, les produits non acquis comprennent, pour 7 millions USD, une subvention reçue du SESAR (programme de recherche ATM dans le cadre du ciel unique européen) en 2019, destinée à financer des travaux dont l'achèvement a été

certifié. En application de l'IPSAS 23 (*Produits des opérations sans contrepartie directe*), cette subvention aurait dû être comptabilisée en tant que produit. Par conséquent, les produits non acquis sont surévalués de 7 millions USD et les produits sont sous-évalués d'autant.

Comme, en outre, les charges relatives aux projets sont surévaluées d'au moins 2 millions USD, l'excédent/(déficit) pour 2019 et l'actif net/situation nette au 31 décembre 2019 sont sous-évalués d'au moins 9 millions USD.

Le Règlement financier de l'OTAN, auquel celui de la NAPMO est conforme, prévoit que l'audit externe des entités présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 1000-1810), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte. L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant la vérification des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de la NAPMA sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la

capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant la vérification des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait

d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;

- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Vérification de la conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou qu'ils ne sont pas conformes au Règlement financier de la NAPMO, et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué la vérification portant sur la conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de la NAPMA sont tenus de respecter le Règlement financier de la NAPMO ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil fait partie.

Le directeur général de la NAPMA est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées (adéquation) et qu'ils sont conformes aux règles en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 août 2020



Daniela Morgante
Présidente

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS

**CONCERNANT L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME
AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Introduction

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a procédé à la vérification des états financiers rectifiés de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Il a émis une opinion avec réserve à leur sujet et une opinion sans réserve au sujet de la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations.

Ces observations ont eu une incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers rectifiés mais pas sur celle émise au sujet de la conformité.

1. Comptabilisation des biens acquis par les contractants dans les immobilisations corporelles
2. Sous-évaluation du produit correspondant à une subvention reçue

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées lors des précédents audits et il a constaté que deux questions étaient en cours de traitement.

Une lettre a été adressée à la direction de la NAPMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NAPMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. COMPTABILISATION DES BIENS ACQUIS PAR LES CONTRACTANTS DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Contexte**

1.1 Le programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C) a pour objet le développement et la modernisation d'une flotte d'aéronefs qui sont propriété de l'OTAN et sont opérés par la Force NAEW&C, laquelle relève du Commandement allié Opérations (ACO).

1.2 En tant qu'agent exécutif de la NAPMO, la NAPMA exerce ses activités sous le couvert de la personnalité juridique dont est dotée l'OTAN en vertu de la convention d'Ottawa. Quant à l'ACO, il exerce ses activités sous le couvert de la personnalité juridique du Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE), établi en vertu du protocole de Paris. Du point de vue juridique, la NAPMA et l'ACO sont donc deux personnes morales distinctes.

1.3 En application du cadre comptable OTAN, l'ACO contrôle la flotte d'aéronefs, y compris les moteurs et les composants/accessoires moteur. Par conséquent, la NAPMA comptabilise les frais de développement des aéronefs dans les « projets en cours », qui font partie des actifs à long terme dans l'état de la situation financière. Sont ainsi comptabilisés dans les projets en cours les versements qui sont effectués au bénéfice du contractant principal ou de ses sous-traitants et qui correspondent à des paiements intermédiaires, augmentés de paiements anticipés relatifs à des travaux à effectuer ensuite. Les projets en cours sont transférés à l'ACO une fois achevés, ce qui atteste du transfert du contrôle des actifs corporels.

1.4 Aux termes de l'article 13 de la charte de la NAPMO (section V, qui porte sur la propriété des biens), *« tous les biens acquis par la NAPMO le sont au nom de l'OTAN, dont ils sont la propriété. Toutefois, tous les droits dont l'OTAN est ainsi titulaire sont exercés par la NAPMO »*. Autrement dit, tous les biens acquis ou développés par la NAPMO sont propriété de l'entité juridique OTAN, établie en vertu de la convention d'Ottawa.

1.5 Par ailleurs, aux termes de l'article 3.4 du règlement financier de la NAPMO, *« la NAPMA est tenue, dans les limites fixées dans sa charte et dans le respect des objectifs y définis, d'administrer correctement les fonds et les actifs mis à sa disposition aux fins de l'exécution du programme de modernisation du système NAEW&C »*. Autrement dit, la NAPMA, en tant qu'agent exécutif de la NAPMO, est chargée de la gestion des actifs qui appartiennent à la NAPMO. En outre, aux termes de l'article 17 de ce même règlement, *« un état global des sommes dont la décharge est prononcée figure dans les états financiers annuels »*.

1.6 Au 31 décembre 2019, deux programmes de la NAPMA étaient toujours en cours d'exécution : premièrement, le *Follow-on Upgrade Programme* des AWACS de l'OTAN (FUP), lancé en 2010 et dont la clôture était prévue pour 2019 ; deuxièmement, le dernier programme de prolongation de la durée de vie (*Final Lifetime Extension Programme*, FLEP), lancé en 2019 et dont la fin est prévue pour 2027. Dans le cadre de ces programmes, la NAPMA a signé, au nom de la NAPMO, deux contrats pour le développement et la modernisation de la flotte d'aéronefs avec un consortium industriel formé par un contractant principal et plusieurs sous-traitants.

1.7 Les contrats conclus dans le cadre du FUP et du FLEP contiennent l'un comme l'autre deux ensembles séparés de clauses couvrant des activités qui peuvent être clairement distinguées : d'une part, les clauses principales du contrat de construction, qui portent sur le développement et la modernisation des aéronefs ; d'autre part, les clauses spéciales, qui portent sur l'acquisition ou le développement, par le contractant principal ou ses sous-traitants, d'immobilisations corporelles telles que des bureaux de liaison, des laboratoires, des installations, des équipements de test spécifiques ou des outils spécifiques.

1.8 L'article 6 des clauses spéciales des contrats relatifs au FLEP et au FUP – clauses qui concernent les biens/données/services/équipements classifiés fournis à l'OTAN – stipule ce qui suit :

« 6.3 *Titre de propriété*

Article 6.3.1 Afin de définir les obligations incombant à chaque partie en application de la présente clause spéciale, le titre de propriété relatif à chacun(e) des installations, équipements de test spécifiques et outils spécifiques acquis par les contractants pour le compte de l'OTAN en exécution du présent contrat est transféré à l'Organisation et lui est acquis quand l'élément correspondant a été entièrement payé par celle-ci, soit par la voie de l'amortissement, soit autrement.

6.4 *Administration des biens/données*

6.4.1 Le contractant gère les biens/données OTAN conformément aux bonnes pratiques industrielles et à toute disposition que le présent contrat désigne comme applicable. En outre, aux fins de l'exercice de ses responsabilités de gérance, il établit et tient à jour un inventaire des biens, qu'il met à la disposition de la NAPMA sur demande.

6.8 *Comptabilisation finale et cession d'un bien OTAN*

6.8.1 Au terme de l'exécution du présent contrat, ou à une date antérieure fixée par l'acheteur, le contractant fait parvenir à l'acheteur, dans un format électronique acceptable par celui-ci, un inventaire de tous les biens

appartenant à l'OTAN qui n'ont pas été absorbés au cours de l'exécution du contrat, et il prépare le transport, la livraison franco transporteur (FCA) à la source ou la cession de ces biens OTAN, selon ce que demande ou autorise l'acheteur.

1.9 L'article 6 signifie donc que tous les biens acquis par les contractants (*Contractor Acquired Property, CAP*) qui ont été achetés ou développés au nom de la NAPMO puis utilisés pour le développement et la modernisation des aéronefs – comme les bureaux de liaison, les laboratoires, les installations, les équipements de test spécifiques et les outils spécifiques – sont propriété de l'OTAN et contrôlés par la NAPMA. Celle-ci doit dès lors les comptabiliser conformément à l'article 3.4 de son règlement financier.

1.10 En application de la méthode comptable OTAN relative aux immobilisations corporelles, chaque entité OTAN présentant des états financiers doit tenir un registre des immobilisations corporelles qui répertorie ces actifs et les regroupe par catégorie. Ce registre est un outil de préservation des actifs. L'entité est tenue d'effectuer un inventaire physique afin de s'assurer que les immobilisations corporelles restent propres à l'utilisation et que le registre et les données comptables sont exacts et exhaustifs.

1.11 Aux termes du paragraphe 14 de l'IPSAS 17 (*Immobilisations corporelles*), « *le coût d'une immobilisation corporelle doit être comptabilisé en tant qu'actif si, et seulement si : (a) il est probable que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service associé(s) à cet élément iront à l'entité ; et (b) la juste valeur ou le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable* ».

1.12 Aux termes du paragraphe 24 de l'IPSAS 11 (*Contrats de construction*), « *les coûts directement rattachables à un contrat déterminé incluent l'amortissement des installations et des équipements utilisés pour le contrat* ». Par conséquent, le fait d'appliquer l'IPSAS 17 pour la constatation des CAP n'empêche pas la NAPMA d'appliquer les dispositions de l'IPSAS 11 et donc d'imputer la dotation annuelle aux amortissements sur la valeur des projets en cours qui se rapportent aux aéronefs transférables à l'ACO.

1.13 Les changements de méthode comptable sont opérés conformément à l'IPSAS 3 (*Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*), aux termes de laquelle « lorsqu'il est impraticable de déterminer l'effet cumulé, au début de la période en cours, de l'application d'une nouvelle méthode comptable à toutes les périodes antérieures, l'entité doit ajuster l'information comparative de manière à appliquer la nouvelle méthode comptable de manière prospective à partir de la première date praticable ».

Observations

1.14 La NAPMA comptabilise les dépenses d'exploitation relatives au FLEP ou au FUP conformément à l'IPSAS 11 (*Contrats de construction*). Ainsi, jusqu'au transfert à la Force NAEW&C des actifs corporels relatifs aux aéronefs, toutes ces dépenses sont constatées dans les « projets en cours », qui font partie des « autres actifs à long terme » dans l'état de la situation financière. En contrepartie, les mêmes montants sont constatés dans les « autres passifs à long terme – livrables à la Force NAEW&C ».

1.15 Lorsque, au terme de la modernisation, les actifs corporels relatifs aux aéronefs ont transférés à la Force NAEW&C, la NAPMA retranche de la valeur des « autres actifs à long terme » et des « autres passifs à long terme » la valeur contractuelle des actifs transférés.

1.16 Au 31 décembre 2019, la NAPMA a comptabilisé un total de 37 millions de dollars des États-Unis (USD) dans les « autres actifs à long terme – projets en cours » et les « autres passifs à long terme – livrables à la Force NAEW&C ». Sur ce total, 26 millions USD se rapportent au FLEP et 11 millions USD au FUP.

1.17 Lors de l'audit, l'IBAN a passé en revue les projets en cours concernant les deux programmes, et il a constaté que tous les actifs n'étaient pas physiquement transférables à la Force NAEW&C, parce qu'ils n'allaient pas servir à la flotte d'aéronefs.

FLEP

1.18 S'agissant du FLEP, le critère d'achèvement du premier jalon de paiement, auquel correspondent les 26 millions USD comptabilisés dans les « projets en cours », a été – comme l'indique le document certifiant l'achèvement – le remboursement au contractant principal, en 2019, des frais liés à la construction et à l'acquisition de CAP pour le compte de la NAPMA. Or aucun de ces CAP n'est physiquement transférable à la Force NAEW&C. En effet, il s'agit de laboratoires et de bureaux de liaisons de la NAPMA ainsi que d'outils et d'équipements de test qui ont été construits ou acquis avant fin décembre 2019. Juridiquement, ces CAP appartiennent à l'OTAN et ils sont contrôlés par la NAPMA. Dans les états financiers de la NAPMA, ils ont été comptabilisés comme projets en cours, alors que, en application de l'IPSAS 17 (*Immobilisations corporelles*), ils auraient dû l'être dans une autre rubrique des immobilisations corporelles, pour refléter le fait qu'ils relevaient des clauses spéciales du contrat FLEP.

1.19 Le FLEP a été lancé en 2019, soit après l'approbation du cadre comptable OTAN, et les clauses du contrat tiennent donc compte des dispositions du cadre comptable qui concernent le compte rendu des actifs à long terme. Le critère d'achèvement du premier jalon de paiement (26 millions USD) est la construction ou l'acquisition de CAP, ce qui indique clairement que la valeur des CAP est significative.

Ce montant ne représente pas la valeur totale exacte des CAP dans le cadre du FLEP, valeur qui doit encore être évaluée. D'après le contrat relatif à ce programme, les contractants devront dorénavant, tous les six mois ou plus souvent et tout au long de la phase de conception, de fabrication et de développement (EMD) du FLEP, effectuer un inventaire physique, établir le relevé correspondant et faire rapport à ce sujet. Les rapports seront régulièrement examinés par la NAPMA, en collaboration avec les contractants. La NAPMA sera donc en mesure de s'assurer que les CAP constatés en tant qu'immobilisations corporelles et les passifs correspondants auront été comptabilisés de manière exacte et exhaustive.

1.20 En application de l'IPSAS 11 (*Contrats de construction*), l'amortissement des immobilisations corporelles spécialement acquises ou utilisées aux fins de l'exécution d'un contrat de construction peut être imputé sur les « projets en cours ». Cela signifie qu'au terme du contrat, la valeur du projet en cours transféré à la Force NAEW&C inclut le coût des CAP, en application du modèle du recouvrement intégral des coûts suivi pour les contrats de développement et de modernisation. La dotation aux amortissements n'a pas d'incidence nette sur l'état de la performance financière. Cependant, pendant la période du contrat, une immobilisation corporelle amortissable doit être comptabilisée dans l'état de la situation financière pour traduire le fait que les CAP sont contrôlés par la NAPMA et appartiennent à l'OTAN.

1.21 La NAPMA est autorisée à utiliser et, si nécessaire, à céder ou à transférer des CAP en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Comité de direction de la NAPMO et en application du Règlement financier de cet organisme. C'est donc la NAPMA qui décide de l'affectation de ces biens une fois qu'ils ne sont plus nécessaires aux programmes.

1.22 L'IBAN a constaté que certains CAP relatifs au FLEP, livrés en 2019, avaient été portés en charges dans l'état de la performance financière. Ces CAP représentent au moins deux millions USD. Les immobilisations corporelles constatées dans l'état de la situation financière 2019 de la NAPMA sont donc sous-évaluées d'autant ; en effet, les CAP en question auraient dû être inscrits à l'actif au lieu d'être portés en charges.

1.23 Le coût total des CAP qui ont été acquis, transférés, cédés ou sortis du bilan est une information importante pour les utilisateurs des états financiers mais ce coût, pourtant significatif, n'apparaît pas dans les états financiers de la NAPMA.

FUP

1.24 S'agissant du FUP, l'IBAN a constaté lors de l'audit que la valeur des projets en cours comprenait, à hauteur de quatre millions USD, la valeur de CAP qui se trouvaient chez un sous-traitant relativement mineur (au regard de la valeur du contrat) de la NAPMA. Comme ces CAP n'avaient pas été transférés physiquement à l'ACO, la NAPMA avait décidé pour la première fois de ne pas en transférer la valeur, au contraire de ce qu'elle avait fait avant 2019 pour tous les autres CAP. Elle a donc

présenté ces CAP dans les projets en cours, sans les requalifier en immobilisations corporelles.

1.25 Il apparaît que, depuis le début de la phrase EMD du FUP, la NAPMA n'a pas fait figurer dans ses états financiers, en tant qu'immobilisations corporelles, la valeur cumulée des CAP qui se trouvent chez des contractants. La raison en est que la NAPMA n'a pas pu distinguer de manière fiable la valeur qui relève de la flotte d'aéronefs et celle qui relève des CAP. Comme le FUP a commencé en 2010, les clauses du contrat ont été arrêtées avant l'approbation du cadre comptable OTAN. Le contrat ne prévoyant pas que le contractant principal communique des informations conformes aux IPSAS au sujet des immobilisations corporelles, celui-ci ne l'a pas fait en temps voulu et n'a communiqué que des informations partielles. De plus, comme la NAPMA est passée par l'agent général des ventes militaires à l'étranger pour une bonne part de ses contrats, il a été encore plus difficile d'obtenir les documents justificatifs conformes aux IPSAS requis en application du cadre comptable OTAN.

1.26 Comme il était impraticable de constater la valeur des CAP de manière fiable, la NAPMA a comptabilisé les CAP dans les projets en cours, si bien que la valeur des actifs développés ou acquis dans le cadre du FUP qui ont été transférés à l'ACO comprend celle des CAP. Depuis le début du programme, la valeur cumulée des CAP n'a jamais été présentée au sein d'une catégorie d'immobilisations corporelles distincte dans les états financiers.

1.27 S'il n'avait pas été impraticable de comptabiliser de manière fiable la valeur des CAP relatifs au FUP, la NAPMA aurait dû présenter l'ensemble des CAP en tant qu'immobilisations corporelles, en application de l'IPSAS 17. La dotation annuelle aux amortissements relative aux CAP aurait été imputée sur les projets en cours pendant la durée du programme et, conformément à l'IPSAS 11, intégrée à la valeur des biens transférés à l'ACO.

1.28 Comme le prévoit la méthode comptable de la NAPMA, les informations relatives à la valeur des CAP qui ont été vendus, cédés, sortis du bilan ou transférés au FLEP n'apparaissent pas dans les états financiers.

1.29 Compte tenu de la réglementation était en vigueur au moment de l'établissement du contrat, et comme il était impraticable d'obtenir à temps des informations fiables concernant ce programme, l'IBAN considère que celui-ci a fait l'objet d'un traitement comptable juste et raisonnable.

Recommandations

1.30 L'IBAN recommande à la NAPMA :

- a) s'agissant du FLEP, de requalifier en immobilisations corporelles des CAP (biens acquis par les contractants/*Contractor Acquired Property*) représentant une valeur de 26 millions USD qui ont été comptabilisés dans les projets en

cours ainsi que des CAP représentant une valeur d'environ deux millions USD qui ont été portés en charges, et de créer une nouvelle catégorie d'immobilisations corporelles pour ces éléments requalifiés ;

- b) à l'avenir, de constater et de présenter tous les CAP en tant qu'immobilisations corporelles dans les états financiers, en application du cadre comptable OTAN et du règlement financier de la NAPMO ;
- c) d'imputer la dotation annuelle aux amortissements relative aux CAP sur le compte « projets en cours », transférables à l'ACO ;
- d) de faire figurer dans les états financiers les informations relatives aux CAP qui ont été cédés, vendus ou transférés ;
- e) de modifier la méthode comptable qu'elle applique au FLEP, de façon à tenir compte des changements recommandés ci-dessus.

2. SOUS-ÉVALUATION DU PRODUIT CORRESPONDANT À UNE SUBVENTION REÇUE

Contexte

2.1 En 2016, la NAPMA a reçu du SESAR (programme de recherche ATM dans le cadre du ciel unique européen) une subvention destinée à financer la conception, le développement et la mise à disposition de technologies et de procédures nouvelles ou améliorées qui permettent d'accroître la performance du système de gestion de la circulation aérienne (ATM). Les travaux correspondants se répartissent en deux volets : (1) production et modernisation (PAR) ; (2) modernisation du simulateur de vol et formation d'équipages d'aéronefs (FSTD). Le plafond de la subvention s'élevait à 19 million USD.

2.2 Le SESAR a certifié que le volet FSTD, représentant 7 millions EUR, avait été achevé en 2018. Le volet PAR, représentant 12 millions EUR, était achevé à 90 % fin 2019. Pour le terminer, la NAPMA doit fournir au SESAR des éléments prouvant que le projet a été mené à bonne fin, par exemple :

- un document attestant l'aboutissement du projet signé par une autorité compétente en matière d'aviation (qui peut être un membre du Comité de direction de la NAPMO) ;
- un certificat actualisé de navigabilité E3-A, de type militaire ;
- tout autre document officiel attestant l'aboutissement du projet.

2.3 Aux termes du paragraphe 22 de l'IPSAS 23 (*Produits des opérations sans contrepartie directe*),

« La définition d'une condition impose à son bénéficiaire une obligation de performance – c'est-à-dire que le bénéficiaire est tenu de consommer les avantages économiques futurs ou le potentiel de service incorporé dans l'actif transféré comme spécifié, ou est tenu de retourner au cédant l'actif ou les avantages économiques futurs ou le potentiel de service. Pour satisfaire à la définition d'une condition, l'obligation de performance devra en avoir la substance, pas seulement la forme, et est exigée comme conséquence de la condition elle-même. Une disposition dans un contrat de transfert qui impose à l'entité d'exécuter une action pour laquelle elle n'a aucune autre possibilité que de l'exécuter, peut mener l'entité à conclure que la disposition n'est, en substance, ni une condition ni une restriction. Cela s'explique par le fait que, dans ces cas, les dispositions du transfert lui-même n'imposent pas à l'entité destinataire une obligation de performance. »

2.4 La subvention accordée à la NAPMA devait contribuer au financement du programme de modernisation FUP, qui vise à équiper les AWACS d'un système intégré de communication, de navigation et de surveillance qui soit pleinement conforme aux concepts en matière de gestion de la circulation aérienne civile (qui sont en pleine évolution) et à toutes les prescriptions établies au titre de l'initiative Ciel unique européen. Cela signifie que la NAPMA a exécuté une action qu'elle n'avait d'autre choix que d'exécuter. La subvention donne donc lieu à des obligations mais pas à des obligations de performance, parce qu'aucun bien ou service ne doit être transféré à l'entité subventionnante ni à un tiers bénéficiaire.

2.5 D'après l'article II.25.4 de la convention-cadre de partenariat du SESAR, article qui prévoit la réduction du montant de la subvention en cas d'exécution médiocre, partielle ou tardive ou de contravention aux obligations contractuelles, « [s]i l'action n'a pas été exécutée conformément à l'annexe I de l'accord spécifique, ou si un partenaire manque à une quelconque autre obligation découlant de l'accord-cadre ou de l'accord spécifique, la Commission peut réduire le montant de la subvention fixé à l'article 3 de l'accord spécifique en proportion de la gravité du défaut d'exécution ou de la contravention aux obligations ».

2.6 En d'autres termes, si le bénéficiaire n'achève pas la construction de l'actif, les dispositions relatives à la subvention ne prévoient pas le remboursement de la subvention mais une réduction proportionnée de son montant. Le cas échéant, le passif correspondant au remboursement d'une partie de la subvention ne doit être enregistré que si ces dispositions ont été enfreintes et que le SESAR demande le remboursement des fonds. Il n'y a pas lieu de voir dans ces dispositions des conditions ou des restrictions puisqu'elles font naître ce qui s'apparente à un passif éventuel régi par l'IPSAS 19 (*Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*) ; en effet, l'événement futur (le non-respect des dispositions relatives à la subvention) ne s'est pas encore produit et n'a donc pas encore créé d'obligation actuelle. Au lieu d'être comptabilisée dans les états financiers, l'éventualité aurait donc dû faire l'objet d'une mention dans les notes qui y sont jointes.

2.7 Comme l'indiquent l'accord-cadre et l'accord spécifique, « Dès l'entrée en vigueur de l'accord spécifique, l'Agence verse un premier préfinancement, équivalent à 40 % du montant de la première tranche annuelle de la subvention telle que plafonnée. *À la fin de chaque période de compte rendu, à l'exception de la dernière, le coordonnateur peut soumettre une demande de nouveau préfinancement, dont le montant s'établira à 40 % des besoins financiers cumulés. Le coordonnateur introduit une demande de versement intermédiaire à la fin d'une période de compte rendu sur deux ou plus souvent ».*

2.8 En juillet 2018, la NAPMA a présenté les états financiers périodiques relatifs à la subvention, qui rendaient compte des dépenses admissibles au financement exposées en 2016 et en 2017, dont le montant s'élevait à 9 millions USD. L'auditeur interne de la NAPMA a vérifié ces états financiers périodiques en vertu des pouvoirs qui lui avaient été délégués par le SESAR et en application des orientations établies par celui-ci. La dernière demande de versement, qui portera sur environ 4 millions EUR, a été soumise au SESAR en juillet 2020.

Observations

2.9 Au 31 décembre 2019, la NAPMA a comptabilisé en tant que produits non acquis le montant reçu au titre de la subvention, dont le total, qui s'établit à 16 millions USD, correspond, pour 7 millions USD, au préfinancement reçu en 2016 et, pour 9 millions USD, aux versements intermédiaires reçus en 2019, lesquels couvrent les dépenses exposées en 2016 et en 2017.

2.10 Par prudence, la NAPMA compte ne convertir en produit le montant total du produit non acquis qu'après avoir obtenu le certificat de type militaire, c'est-à-dire en principe avant la fin 2020, à la clôture du FUP. Ce traitement comptable de la subvention ne donne pas une image fidèle de la progression des travaux liés au projet, puisque le volet FSTD a été achevé en 2018 et que la NAPMA n'a d'autre choix que de terminer le volet PAR, qui se rattache au programme FUP, en cours d'exécution.

2.11 L'IBAN a constaté que les versements intermédiaires reçus en 2019, de 9 millions USD, avaient couvert des dépenses relatives au volet FSTD pour environ 7 millions USD. Ces dépenses ont été jugées admissibles par le SESAR et le volet FSTD a fait l'objet d'un compte rendu au SESAR, qui en a certifié l'achèvement en 2018. La NAPMA aurait donc dû comptabiliser un produit de 7 millions USD lors de l'achèvement du volet FSTD. Ainsi, les produits sont sous-évalués de 7 millions USD dans l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/situation nette au 31 décembre 2019.

Recommandations

2.12 L'IBAN recommande à la NAPMA :

- a) de modifier sa méthode comptable de façon à prévoir que les subventions sont comptabilisées en tant que produits lorsqu'il n'y a pas d'obligation de performance ;
- b) de comptabiliser un produit de 7 millions USD dans l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/situation nette pour rendre compte de l'achèvement du volet FSTD financé par le SESAR.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux observations formulées à l'issue des précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ CONSIDÉRÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) NAPMA – Exercice 2017 IBA-AR(2018)0013, paragraphe 1 INEXACTITUDES ET ERREURS NON SIGNIFICATIVES DANS LES ÉTATS FINANCIERS Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAPMA d'améliorer le processus de vérification des informations financières. Il lui recommande plus spécifiquement : - de faire la distinction, dans l'état de la situation financière, entre les passifs à court terme et les passifs à long terme ; - de veiller à la cohérence entre les états financiers proprement dits et les notes qui y sont jointes ;	L'état de la situation financière de 2019 fait la distinction entre les passifs à court terme et les passifs à long terme. Question traitée. L'IBAN a repéré une erreur dans la note jointe à l'état de l'exécution du budget 2019, ce qui l'a conduit à demander la rectification des états	Question en cours de traitement

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ CONSIDÉRÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
- de fournir, dans la note sur le fond d'atténuation des risques (<i>Risk Mitigation Fund Nations</i>), des explications plus exhaustives et plus claires ; - de calculer le montant de la dotation aux amortissements d'un actif en prenant comme base le moment où cet actif est mis en service et où il se trouve à l'endroit et dans l'état où il doit être pour pouvoir être utilisé aux fins auxquelles la direction le destine, comme prévu dans le cadre comptable OTAN et l'IPSAS 17 ; - de veiller à ce que la valeur historique des actifs radiés au cours de l'exercice soit correcte.	financiers. Le montant mentionné pour 2019 s'agissant des charges relatives aux projets était de 66 316 522,62 USD au lieu de 117 746 596 USD. Le processus de vérification du compte rendu financier doit donc encore être amélioré. Question à traiter. La qualité des explications fournies dans les notes s'est suffisamment améliorée. Question traitée. L'amortissement des actifs commence quand ceux-ci ont été mis en service et se trouvent à l'endroit et dans l'état où ils doivent être pour pouvoir être utilisés, comme prévu dans l'IPSAS 17. Question traitée. En 2019, aucun élément relevant du budget administratif n'a été cédé, et les éléments relevant du budget opérationnels qui l'ont été ne figurent pas dans les états financiers. Voir observation 1 (CAP). Question rendue caduque et donc traitée.	
(2) NAPMA – Exercice 2017 IBA-AR(2018)0013, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAPMA : d'établir une version actualisée du plan de gestion des risques pour l'ensemble de l'entité sur la base du plan de mise en application du COSO élaboré par l'Agence ;	Le plan de gestion des risques s'appliquant à l'ensemble de l'entité a été mis à exécution au moyen de l'instruction d'exploitation OI-A-18 (du 1^{er} mars 2019) de la NAPMA. Pour plus de précisions, on se	Question en cours de traitement

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ CONSIDÉRÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
- de fixer la propension au risque en trois étapes : 1) définir la propension au risque ; 2) faire connaître la propension au risque ; 3) assurer le suivi et la mise à jour de la propension au risque sur une base régulière ; la NAPMA devra veiller à ce que l'organe de gouvernance de la NAPMO supervise et valide son travail à cet égard ; - de continuer de procéder, de manière systématique et détaillée, à l'évaluation de ses procédures de contrôle interne et de gestion des risques et à leur consignation par écrit, en vue d'une mise en conformité avec le cadre COSO, qu'elle a adopté ; - de faire en sorte que son service d'audit interne évalue pleinement le contrôle interne et la gestion des risques dans l'ensemble de l'organisme et veille à ce que ce travail soit clairement documenté, de manière à ce que l'on puisse aboutir à la conclusion que la NAPMA respecte le cadre COSO.	reportera au point suivant. Aucune mesure supplémentaire n'est requise. Question traitée. La propension au risque a été formalisée au niveau de la gouvernance. L'instruction d'exploitation OI-A-18 (du 1^{er} mars 2019) de la NAPMA définit le concept de propension au risque et détermine qui la fixe, et comment. Aucune mesure supplémentaire n'est requise. Question traitée. En décembre 2018, un document d'orientation portant sur la gestion des risques et le contrôle interne au sein de la NAPMA a été diffusé pour servir de base à l'élaboration de deux instructions d'exploitation relatives respectivement à la gestion des risques et au contrôle interne. Entre-temps, ces instructions d'exploitation ont été publiées et sont suivies par la NAPMA (OI.A-18 sur la gestion des risques et OI.A-19 sur le contrôle interne). En outre, un projet de version révisée de la politique relative à la gouvernance de la NAPMO a été établi, qui oblige la NAPMA à assurer une gestion des risques et à exercer un contrôle interne. Il devrait être avalisé par le Comité financier de la NAPMO puis approuvé par son comité de direction à sa session BOD-104 (qui doit se tenir avant décembre 2020). Question en cours de traitement. En 2018, l'auditeur interne a procédé à une évaluation de la gestion des risques. Résultat : quelques améliorations sont requises. Cette appréciation pourrait être revue quand la version révisée de la politique relative à la gouvernance de la NAPMO, qui oblige à assurer une	

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ CONSIDÉRÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
	gestion des risques et à exercer un contrôle interne, sera d'application. La mise à jour du mémorandum de la NAPMA daté du 23 mars 2017, diffusé sous la cote NAPMA/COS(17)11-00/002 et intitulé « Gestion des risques et cadre intégré de contrôle interne – Premier inventaire » est toujours en cours. Cette mise à jour vise à faciliter l'évaluation de la prise en considération des principes COSO par la NAPMA. En janvier 2020, l'auditeur interne a commencé l'évaluation formelle du système de contrôle interne, dont le résultat sera présenté au Comité d'audit et au Comité financier de la NAPMO en septembre 2020. Question en cours de traitement.	

**AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE
DETECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
COMMENTAIRES OFFICIELS
SUR LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN (IBAN)**

**OBSERVATION N° 1 :
COMPTABILISATION DES BIENS ACQUIS PAR LES CONTRACTANTS
DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORTELLES**

Commentaires officiels de la NAPMA

Recommandation a)

S'agissant du FLEP, la NAPMA s'élève contre la requalification en CAP de l'intégralité du montant correspondant au jalon de paiement du FLEP (25,7 millions payés en 2019), et ce pour les raisons suivantes.

Ce jalon est loin de porter uniquement sur l'achat de CAP. Le numéro de poste contractuel (CLIN) en question couvre l'ensemble de la phase de conception, de fabrication et de développement (EMD) prévue par le contrat, dont la valeur dépasse les 515 MUSD et inclut le coût des heures de main d'œuvre nécessaires à la conception, les matériels et logiciels informatiques achetés ou développés, le coût de la formation et même les frais de déplacement encourus. Le CLIN total négocié porte sur une période d'environ six ans. Les jalons de paiement au contractant ont été échelonnés sur ces six ans, sur le fondement d'un profil de dépenses estimatif négocié avec le contractant et approuvé par le Comité de direction de la NAPMO. Autrement dit, ils correspondent à des moments clés de l'exécution du contrat qui sont indicatifs de progrès mesurables. Du reste, la NAPMA a essayé, d'une part, d'atteindre un équilibre prudent entre les besoins du contractant en trésorerie et la création d'un incitant à la finalisation de la phase EMD et à la livraison d'un aéronef modernisé, et elle a tout fait, d'autre part, pour que le plan global de paiement soit budgétairement neutre dans toute la mesure du possible.

En résumé, comme les jalons de paiement ne rendent pas compte de la dilution des travaux effectués au cours de la période considérée en exécution du cahier des charges (cf. supra), la NAPMA conteste que la valeur totale de la première facture se rapporte à des CAP.

Position de l'IBAN

L'IBAN prend note de l'explication fournie par la NAPMA, et il note qu'il n'y a pas toujours de correspondance exacte entre les jalons de paiement et la valeur des actifs dont la construction ou le développement est utilisé(e) comme critère d'achèvement de ces jalons. Le paragraphe intitulé « Justification de l'opinion » et l'observation correspondante ont été reformulés en conséquence.

Recommandation b)

La NAPMO prend note de la recommandation. La NAPMA réalisera une analyse approfondie pour déterminer s'il est possible de modifier sa méthode comptable en ce qui concerne les biens acquis par les contractants.

Recommandation c)

La NAPMO prend note de la recommandation. Si la NAPMA est en mesure de modifier sa méthode comptable relative aux CAP, elle imputera sur les projets en cours la dotation annuelle aux amortissements relative aux CAP.

Recommandation d)

La NAPMO souscrit à la recommandation. À l'avenir, la NAPMA présentera toute information relative aux CAP qui ont été cédés ou vendus.

Recommandation e)

Jusqu'à présent, la NAPMA a toujours comptabilisé les CAP dans les projets en cours ; cela a notamment été le cas en ce qui concerne les derniers projets de modernisation (moyen terme, LAIRCM et FUP).

La NAPMA prend note de la recommandation et elle réalisera une analyse approfondie pour déterminer s'il est possible de modifier sa méthode comptable avec l'accord du Comité de direction de la NAPMO. Un tel changement nécessitera d'élaborer et d'appliquer une méthode d'estimation qui soit susceptible d'être approuvée par la NAPMO. Dès l'approbation de cette méthode par le Comité de direction, la NAPMA reprendra contact avec l'IBAN pour obtenir confirmation que cette méthode obéit à sa recommandation.

**OBSERVATION N° 2 :
SOUS-ÉVALUATION DU PRODUIT CORRESPONDANT À UNE SUBVENTION
REÇUE**

Commentaires officiels de la NAPMA

Recommandation a)

La NAPMO accepte la recommandation de l'IBAN mais réfute l'observation. La NAPMA corrigera les chiffres de 2019 dans l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/situation nette de 2019 qui seront fournis pour comparaison dans les états financiers 2020.

La NAPMA applique sa méthode comptable relative aux « autres produits » (qui consiste à comptabiliser les produits lorsque des avantages économiques futurs pouvant être envisagés de façon fiable iront à la NAPMA) tant aux produits des opérations avec contrepartie directe (IPSAS 9) qu'aux produits des opérations sans contrepartie directe (IPSAS 23, paragraphe 45). Elle estime que cette méthode permet de comptabiliser adéquatement les produits correspondant à des subventions.

Position de l'IBAN

L'IBAN reconnaît que la méthode comptable appliquée par la NAPMA pour la comptabilisation des produits correspondant à des subventions est peut-être adéquate de manière générale. Cependant, il recommande à la NAPMA de la modifier de façon à prévoir que, lorsqu'il n'y a pas d'obligation de performance, les subventions sont comptabilisées en tant que produits. La recommandation a été reformulée pour faire ressortir cet élément.

Recommandation b)

La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA corrigera les chiffres de 2019 qui figureront dans l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/situation nette fournis pour comparaison dans les états financiers 2020.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) NAPMA – Exercice 2017

IBA-AR(2018)0013, paragraphe 1

INEXACTITUDES ET ERREURS NON SIGNIFICATIVES DANS LES ÉTATS FINANCIERS

La NAPMO souscrit à la recommandation. Elle veillera à la cohérence entre les états financiers proprement dits et les notes et annexes.

(2) NAPMA – Exercice 2017

IBA-AR(2018)0013, paragraphe 2

NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE

La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA continuera de travailler à une mise en conformité totale avec le cadre de contrôle interne qui a été approuvé (COSO).

GLOSSAIRE

En application des normes d'audit, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers, mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de la vérification a été limitée ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent des raisons de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.
- L'IBAN renonce à exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de la vérification est extrêmement limitée – au point qu'il est dans l'impossibilité d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

NATO UNCLASSIFIED



NAPMA

FINANCIAL STATEMENTS 2019

NATO UNCLASSIFIED

Contents NAPMA Financial Statements	Page
Overview	Page 2 - 4
Statement of Financial Position	Page 5
Statement of Financial Performance	Page 6
Statement of Changes in Net Assets/Equity	Page 7
Cash Flow Statement	Page 8
Accounting Policies	Page 9 - 15
Notes to the Financial Statements	Page 16 - 30
Annex A - Budget Execution Statement	Page A1
Annex B - Statement of Internal Control	Page B1 - B4

OVERVIEW

Overview of the NAEW&C Programme Management Organisation's Operations and Environment (NAPMO)

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In December 1978, a number of NATO Nations joined together to establish and implement the NATO AEW&C Programme. As a result of the international agreements formally ratified at that time, the NAEW&C Force Programme Management Organisation (NAPMO) was created as a NATO Production and Logistics Organisation and established as a NATO civil organisation under the provisions of the 1951 Ottawa Agreement i.a.w. its charter.

Nations agreed at the time to operate and support the NAEW&C Force under a single Force Commander subordinate to the Strategic Commanders (SCs). The Supreme Allied Commander Europe (SACEUR) acts as the executive agent for the SC's in NAEW&C Force matters. However with regard to the maintenance and supply concept the NAPMO retained responsibility to represent the NAPMO Nations' interest, in particular the NAPMO Board of Directors (BOD) is responsible for the Depot Level Maintenance (DLM) policy and its implementation, while NAPMO at the same time is responsible for the achievement of industrial benefits.

Currently, the NATO AEW&C Programme is comprised of 16 Nations participating as full members – Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey, and the United States.

The United Kingdom exercises limited participation as a NAPMO member; but its fleet of E-3D aircraft is an integral part of the NAEW&C Force.

France has an observer role and maintains continual coordination to ensure its four E-3F aircraft remain interoperable with the other E-3 fleets. France also often assists in coordinated operations with the NAEW&C Force.

Role of the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA)

As NAPMO executive agent, the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is accountable to the Board of Directors (BOD) for planning and coordinating the acquisition strategy, managing projects associated with modernisation of the E-3A fleet, providing sustainment support services, and overseeing the technical aspects of the NAEW&C airworthiness programme.

NAPMA is a programme management organisation mainly funded through contributions made by the Member Nations.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA's 2019 implemented Final Lifetime Extension Programme (FLEP) Peacetime Establishment (PE) is 113 posts plus a few remaining posts closing the FUP projects; manned by seconded military officers and civilian personnel, drawn from all of the Nations participating in the Programme (A-Grades) and from all NATO Nations (B-Grades). While most are located in Brunssum, The Netherlands, a small number perform their duties in Manching (until August 2019) and in Geilenkirchen, Germany. The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties. The NAPMA General Manager (GM) is responsible for the Technical Airworthiness of the NAEW&C Force Fleet.

How NAPMA's operating environment affects its Financial Statements

NAPMA's overall activities are funded by Member Nations through projects and related Administrative Budgets; "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs" and through other generated income. The budgets are approved annually by the NAPMO BOD. The Nations' Contributions are to remain within the overall Programme ceiling as agreed in the respective MMoU addendum amendment. The Administrative Budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. The Project Budgets contain the appropriations for the modification of the NAEW&C Force fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities such as NAEW&C Force Command, and relies on the support of NATO Support Procurement Agency (NSPA) and NATO Communication and Information Agency (NCIA).

NAPMO has an agreement with the US Government (USG) that they can act as an exclusive general agent which has responsibility and authority to procure and manage aircraft modernisation efforts. This gives NAPMO a special arrangement in the Foreign Military Sales (FMS) process but more specifically the USG can act as the Agent for NAPMO resulting in Agent Contracts between NAPMO and US industry. The System Programme Office (SPO) at Hanscom Air Force Base, Massachusetts performs the day-to-day support functions for the US Agent. Since 2017 NAPMO also uses regular agreements under the FMS with the United States.

Compliance with Financial Regulations

The NAPMA Financial Statements have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) as adopted by the North Atlantic Council (NAC). The NAF is based upon the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) issued by the IPSAS Board (IPSASB) and relevant to NAPMA as decided by the NAC in 2002 and revised again in 2013 and 2016 to adapt IPSAS 12 – Inventories, IPSAS 17 – Property Plant and Equipment, IPSAS 31 – Intangible Assets, and IPSAS 1 – Presentation of Financial Statements.

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFRs), Version 2.0, approved by the NAC on 07 December 2017 and the NAPMO Financial Rules and Procedures (FRPs).

How NAPMA's mission and strategies relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAPMA's mission is to plan, acquire and deliver improvements to the NATO AEW&C capabilities following the guidance of the NAPMO Nations taking into account life cycle

NATO UNCLASSIFIED

considerations.

In relation to the financial position NAPMA has several separate multi-year projects, both direct and indirect (administered by the US agent and US FMS), which require maintaining substantial annual cash levels to satisfy requirements which may be required in support of the procurement efforts towards the end of the current modernisation programme.

Analysis of NAPMA's Financial Statements

Key points to note in respect of the Financial Statements are:

- NAPMA's functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is stated in USD (\$) equivalent. Therefore realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD equivalent and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognized in the Statement of Financial Performance.
- Existing funds (revenue recognized in previous years) are used to cover dedicated project expenditures which are recognized in the Statement of Financial Performance.

Risks and Uncertainties that affect NAPMA's Financial Position and Performance

COVID-19 pandemic may impact NAPMA Programme of Work and may have financial implications.

Final Lifetime Extension Programme (FLEP)

At the Wales Summit in 2014, the NATO Council stated: "NATO's Airborne Early Warning and Control Force will continue to be modernized to maintain its full operational capability."

Accordingly, at the Warsaw summit it was stated that "NATO's Airborne Early Warning and Control Force (AWACS) continues to prove itself instrumental not only to monitor our airspace, but also as a critical part of NATO's command and control capabilities and that NATO AWACS will continue to be modernised and extended in service until 2035. By 2035, the Alliance needs to have a follow-on capability to the E-3 AWACS".

Upon receipt of the last signature of a financially contributing NAPMO Nation the 6th Amendment to the Addendum to the Multilateral Memorandum of Understanding (MMOU) entered into effect 23 September 2019, committing the Nations to the US \$ 1,000 Million at Base-Year 2016 ceiling amount for the FLEP. This allowed for the necessary Contract Authority to enter into the main contract for this Modernization Programme and secured the related Administrative budgets for the Agency.

The main contract with Boeing was formally awarded on 27 November 2019.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Position

as at 31 December 2019

(in USD equivalent)

	Note	2019	Restated 2018	Original 2018
ASSETS				
Current assets				
Cash and cash equivalents	1	91,638,942	94,141,900	289,141,900
Receivables	2	12,748,298	1,542,445	1,542,445
Prepayments	3	3,346,136	4,484,294	4,484,294
Investments**	4	290,000,000	195,000,000	0
		<u>397,733,375</u>	<u>295,168,639</u>	<u>295,168,639</u>
Non-current assets				
Prepayments >12 Months	5	80,481	10,519	10,519
Property, Plant & Equipment	6	958,886	1,348,460	1,348,460
Other non-current assets*	7	<u>37,037,349</u>	<u>119,145,364</u>	<u>119,145,364</u>
		<u>38,076,716</u>	<u>120,504,343</u>	<u>120,504,343</u>
TOTAL ASSETS		435,810,091	415,672,982	415,672,982
LIABILITIES				
Current liabilities				
Payables	8	1,686,283	1,056,766	1,056,766
Accruals	8	13,759,466	25,573,770	25,573,770
Deferred Revenue	9	271,077,337	169,790,525	169,790,525
Advances	10	<u>14,396,150</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
		<u>300,919,236</u>	<u>196,421,061</u>	<u>196,421,061</u>
Non-current liabilities				
Advances > 12 Months	11	72,540,862	79,653,471	79,653,471
Risk Mitigation Fund Nations	11	19,720,364	12,691,124	12,691,124
Reimbursables NATO Entities	11	976,584	1,168,775	1,168,775
Other non-current liabilities	12	<u>37,037,349</u>	<u>119,145,364</u>	<u>119,145,364</u>
		<u>130,275,159</u>	<u>212,658,734</u>	<u>212,658,734</u>
TOTAL LIABILITIES		431,194,396	409,079,795	409,079,795
Net assets/equity	13	4,615,696	6,593,188	6,593,188
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		435,810,091	415,672,982	415,672,982

* The figures given in respect of indirect contracting via the U.S. System Program Office (SPO) are presented on a modified cash and not on an accrual basis; more information can be found in the Accounting Policies (see page 9).

**Following IBAN recommendation to re-classify part of the cash and cash equivalent into financial assets (current) in order to fully comply with the NAF.

We hereby certify that to the best of our knowledge the attached financial statements and notes present a true and fair view of the financial performance and position of NAPMA as at 31 December 2019.

Guerrero E Ruiz
on behalf of

BrigGen Michael Gschossmann
General Manager NAPMA

Kees Schutten

Col Kees Schutten
Financial Controller NAPMA

06 July 2020

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2019

(in USD equivalent)

	<u>Note</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenue			
Revenue from Contributions	14	47,953,309	37,417,233
Financial Revenue	14	262,112	0
Other Revenue	14	18,527,383	15,070,848
Total Revenue		<u>66,742,805</u>	<u>52,488,081</u>
Expenses			
Projects - direct	15	50,275,725	31,740,927
Projects - indirect via SPO*	15	0	642,671
Administrative	15	18,054,505	19,130,180
Depreciation	15	389,574	184,289
Finance Expenses	15	0	31,793
Total expenses		<u>68,719,804</u>	<u>51,729,859</u>
Surplus/(Deficit) for the period	16	<u>(1,976,999)</u>	<u>758,222</u>

* The figures given in respect of indirect contracting via SPO are presented on a modified cash basis

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Changes in Net Assets/Equity

for the year ended 31 December 2019

(in USD equivalent)

	Capital assets	Cash Reserves	Accumulated surplus/deficit	Total
Balance at the beginning of the period 2018	552,990	5,646,521	(238,974)	5,960,538
Changes in accounting policy/prior period errors				
Restated balance	552,990	5,646,521	(238,974)	5,960,538
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	0	0	0	0
Use of cash reserves	0	(5,455)	5,455	0
Net increase-decrease capital assets	795,469	0	(795,469)	0
Exchange difference on translating foreign operations	0	(162,322)	0	(162,322)
Net unrealised foreign exchange gains and losses	0	36,750	0	36,750
Surplus/(Defecit) for the period	0	0	758,222	758,222
Change in net assets/equity for the year ended 2018	795,469	(131,027)	(31,793)	632,650
Balance at the end of the period 2018	1,348,459	5,515,494	(270,767)	6,593,188
Changes in accounting policy/correction prior period errors				0
Restated balance	1,348,459	5,515,494	(270,767)	6,593,188
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	0	(52,347)		(52,347)
Use of cash reserves	0	(1,849,536)	1,849,536	0
Net increase-decrease capital assets	(389,574)	0	389,574	0
Exchange difference on translating foreign operations	0	(290,177)	0	(290,177)
Net unrealised foreign exchange gains and losses	0	342,032	0	342,032
Surplus/(Defecit) for the period	0	0	(1,976,999)	(1,976,999)
Change in net assets/equity for the year ended 2019	(389,574)	(1,850,028)	262,112	(1,977,490)
Balance at the end of the period 2019	958,885	3,665,466	(8,654)	4,615,696

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Cash Flow

for the year ended 31 December 2019

(in USD equivalent)

		Restated	Original
	2019	2018	2018
Cash Flow from Operating Activities			
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	(1,976,999)	758,222	758,222
Change in net assets/correction	(52,347)		
Add: Non-Cash Movements			
Depreciation	389,574	184,289	184,289
(Increase)/Decrease in Accounts Receivable	(11,205,852)	17,187,817	17,187,817
(Increase)/Decrease in Prepayments	1,068,196	693,527	693,527
Increase/(Decrease) in Accrued Bank Charges	0	0	0
Increase/(Decrease) in Accounts Payables	629,517	(13,724,553)	(13,724,553)
Increase/(Decrease) in Unearned Contributions	101,286,812	(80,508,993)	(80,508,993)
Increase/(Decrease) in Advances and Reimbursables NATO Entities	14,120,590	(48,004,149)	(48,004,149)
Change of Value in Deliverable to NAEW&C Force*	51,247,056	115,771,262	355,698,617
Increase/(Decrease) in Goods Receipt	(11,814,304)	4,942,854	4,942,854
Net Cash Flow from Operating Activities	143,692,242	(2,699,725)	237,227,630
Cash Flow from Investing Activities			
Additions to Other investments not included in cash and cash equivalent**	(95,000,000)	(195,000,000)	0
(Purchase)/Disposal of Assets	0	(979,758)	(979,758)
Additions to Work in Progress (WIP)*	(51,247,056)	(115,771,262)	(355,698,617)
Net Cash Flow from Investing Activities	(146,247,056)	(311,751,020)	(356,678,375)
Cash Flow from Financing Activities			
Fund Transfer from Net Assets	(290,177)	(162,322)	(162,322)
Effect of Currency Valuations			
Currency Valuation Operating Activities	0	0	0
Currency Valuation Financing Activities	342,032	36,750	36,750
Total Currency Valuations	342,032	36,750	36,750
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	(2,502,958)	(314,576,317)	(119,576,317)
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	94,141,900	408,718,217	408,718,217
Cash and Cash Equiv. End of Period	91,638,942	94,141,900	289,141,900

* Restated figures adjust the amounts for the correction of prior period presentation error, as per IBAN report IBA-A(2019)0108. Further details see page 11.

**Following IBAN recommendation to re-classify part of the cash and cash equivalent into financial assets (current) in order to fully comply with the NAF.

NATO UNCLASSIFIED

GENERAL INFORMATION

The NAPMA Financial Statements for the year ending 31 December 2019 were authorized for issuance in accordance with NAPMO Financial Rules and Procedures by the General Manager and the Financial Controller on 30 April 2020. Due to exceptional circumstances caused by the global COVID-19 crisis, IBAN authorized a delay from the standard 31 March reporting date. Additionally, with approval from IBAN, the General Manager and the Financial Controller, on an exceptional basis and with the intent to correct a material misstatement or disclosure, can restate financial statements until 17 July 2020.

ACCOUNTING POLICIES

Basis of Preparation

NAPMA Financial Statements have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NAF, which is based on the IPSAS issued by the IPSAS Board. NAPMA Financial Statements are prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO FRs and FRPs and uses an Enterprise Resource Planning System based in SAP to record and report financial information.

The accounting principles accepted as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows are based on accrual accounting using historical costs, unless the NAF requires otherwise. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the Financial Statements provide information that is relevant to decision-making and that is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

For the accounting of the expenditures related to indirect contracts and FMS, in accordance with the NAF's adaptation of IPSAS 1 – Presentation of Financial Statements, NAPMA reports data on a cash basis where the agency is unable to satisfy that the data is presented on a reliable accrual basis. The modified cash basis reflects that FMS/indirect contracts goods and services delivered according to DD645 billing statements as provided by the US government and for which the US government has received cash payments.

Slight differences in summation may occur due to the fact that all the figures have been rounded to the nearest dollar.

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis which assumes that NAPMA will continue in operation for at least a year from the date the financial statements are Issued.

In accordance with the NAF, the Financial Statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical knowledge as well as on the most reliable information available. In exercising the judgement to formulate the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. The estimates are subject to a measure of uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the Financial Statements.

NATO UNCLASSIFIED

The most significant estimate used in these Financial Statements is the estimation of goods/services received that are not yet supported by an invoice at year-end.

Accounting Period

The 2019 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2019. In accordance with the NAPMO FRs, the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Functional and reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD (\$) equivalent. The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget appropriations.

Cash Flow Statement

IPSAS 2 – Cash Flow Statement allows the choice between presenting the cash flow based on the direct method or indirect method. NAPMA has selected the indirect method of presentation for these Financial Statements.

Revenue and Expense Recognition

According to its charter NAPMA has an administrative budget and an operational budget for the annual programme objectives and operating plans of NAPMO. The operational (program) budget covers the disbursements which are directly related to the modernization of the NE-3A aircraft. The administrative budget covers the expenses for the administration, acquisition, execution, support and other management activities related to the modernization programmes. The administrative and operational budget are mainly funded through contributions made by the Member Nations.

NAPMA recognizes revenue when the administrative budget is used (e.g. expenses incurred) for its intended purpose as authorized by the BOD. NAPMA recognizes revenue when the operational budget is used (e.g. expenses incurred) for its intended purpose as authorized by the BOD except when in respect of the same outflow a liability to deliver assets to the NAEW&C Force is also recognized. In that case the operational expenses will be capitalized as work in progress. NAPMA also recognizes revenue when other economic benefits that can be measured reliably will flow to NAPMA.

Revenues and expenses are accrued when goods and services are received or when economic benefits or expenses are incurred.

Expenditures from the administrative budget for the acquisition of Property, Plant and Equipment (PP&E) are capitalized and recognized as revenue at the moment of acquisition. Depreciation is recognized in surplus or deficit for each period of the useful live of the PP&E. All other gains or losses will be returned to the Nations unless otherwise instructed by the NAPMO BOD. These gains/losses are since 2014 held in the Risk Mitigation Fund.

Foreign Currency Transactions

Non USD expenditures are accounted for at the weekly posted NATO exchange rates for conversion to USD equivalents that apply on the date of the transaction.

NATO UNCLASSIFIED

Reporting Foreign Currency items

Foreign currency monetary items, like cash, trade creditors or debtors, will for reporting purposes be translated into US Dollar equivalents using the closing rate. Exchange differences are accounted for in the Risk Mitigation Fund. All unrealised exchange differences due to reporting purposes are included in surplus or deficit in the period in which they arise.

Non-monetary items that are measured in terms of historical cost in a foreign currency (e.g. PP&E), are translated using the exchange rate at the date of the transaction.

Changes in Accounting Policies and Corrections

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy is required by a standard, or if the change results in the financial statements providing more reliable and relevant information.

For the 2019 Financial Statements, held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months are re-classified from cash and cash equivalents to current assets investments.

Changes in Accounting Standards

NAPMA discloses when initial application of an IPSAS has or would have an effect on the current period of any prior period of the Financial Statements. For 2019 no new relevant standards had or would have had an effect on the Financial Statements.

Prior year adjustments

1. Correction of 2018 comparative figures for cash and cash equivalents and current assets investments because of the reclassification of held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months.
2. A presentation error was discovered during the audit of the Financial Statements 2018 and therefore retroactively corrected (restated) in the comparative figures in the Cash Flow Statement.

Assets – Current Assets

The current assets of NAPMA are cash and cash equivalents, accounts receivables prepayments and short term investments. They are measured at fair value. Changes in fair value. are recognized in the Statement of Financial Performance.

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash at current and saving bankaccounts and fixed-term deposits with an original maturity of three months or less.

Receivables

Receivables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. No provisions are made against national debts as they are deemed to be collectable.

NATO UNCLASSIFIED

In accordance with IPSAS, receivables are disaggregated into amounts non-exchange recoverables from Member Nations and receivables from NATO and Non-NATO Entities, Staff Members, bank interest and other receivables.

Prepayments

Prepayments made to suppliers and to other NATO entities are reflected in the Statement of Financial Position.

Investments

NAPMA's current investments are held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months. After initial measurement, held-to-maturity investments are measured at amortized cost using the effective interest method.

Assets – Non-Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets which are not expected to realise within twelve months after the reporting period.

Property, Plant and Equipment

Property, plant, and equipment (PP&E) includes tangible items that support programme management activities and are expected to be used in more than one reporting cycle. PP&E is recognized and capitalized in accordance with the criteria relating to control outlined in the NAF. Where an asset is acquired in a non-exchange transaction the asset is initially measured at its fair value.

After recognition as an asset, an item of PP&E is carried at its historical cost less any accumulated depreciation and impairment losses. Cost includes all expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items.

The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a "right of use".

All expenditures from the operational budget for modernising the NE-3A aircraft are capitalized as work in progress and transferred to the NAEW&C Force after the NAEW&C Force has taken over control of the related assets. No PP&E from the operational budget is capitalized in NAPMA's financial statements.

Depreciation of an asset begins the first month after it is available for use. PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below as well as the associated capitalization thresholds per item. Straight-line depreciation method is used for all categories. However the depreciable life of an asset depends upon the particular category it is in.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The table for purchases in 2019 were as follows:

PP&E Category	Description	Threshold per item	Useful life
Buildings	Building	200,000	40
Installed Equipment	Equipment/building improvements as part of the building such as heating & cooling systems, security systems, renovation, replacements and fixtures	30,000	10
Vehicles	Transportation equipment	10,000	5
Furniture	Desks, Chairs, Cabinets, Safes, etc.	30,000	10
Automated Information Systems	NIMS, major Hardware and Software	50,000	3
Communication and IT Equipment	Equipment/Tools required for daily office operations such as PC's, Laptops, Software, etc.	50,000	3
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	50,000	10

Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and benefits incidental to ownership to the lessee.

All other leases are classified as operating leases. NAPMA does not have any finance leases.

Work in Progress (other non-current assets)

Work in progress is the aggregate amount of expenses for the modernization of the NE-3A aircraft, accumulated during the executing of the modernization programmes. Work in progress that is ready for its intended use and controlled by the NAEW&C Force, will be transferred to the NAEW&C Force and subsequently derecognized in NAPMA's financial statements. Work in progress is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions. The expenditures for US FMS contracts and indirect agent contracts are recorded corresponding financial data on a cash basis provided by the US Government under the US Government Acquisition Agreement. Work in Progress is presented on a modified cash basis in the financial statements.

Acquisition programmes have a full cost recovery basis for NAPMA, so no surpluses or deficits are recognized in relation to the work in progress with the provision that the budget is used for its intended purpose. Impairment or depreciation of the accumulated costs only starts after the operational capability has been transferred to the NAEW&C Force and put into service.

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

Payables and Accruals

Payables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. They represent amounts for which goods and services, supported by an invoice, have been received due to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA Staff for goods received or services provided that remain unpaid as of the reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received but not yet supported by an invoice at year-end.

Deferred Revenue

Deferred revenue represents contributions from Nations and payments from third parties that are subject to specific conditions which have not been met during the reporting year. The recognition of revenue is deferred until those conditions have been satisfied.

Employee Benefits

NAPMA employees participate in one of the two NATO pensions funds: the Coordinated Pension Scheme (CPS) which is a benefit plan, and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) which is a contribution plan. NATO IS operates the CPS for all NATO staff. NATO appointed Previnet SPA as the pension scheme administrator for the DCPS. The assets and liabilities for these pension schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these Financial Statements. NAPMA only accounts for the contributions paid during the year.

Liabilities – Non-Current Liabilities

Advance Contributions

Advances on contributions represent the amounts of funds held on behalf of the Contributing Nations, which arise from a variety of sources including advances from some Nations on calls for the following fiscal year, sales of residual assets and Research and Development (R&D) recoupment.

Risk Mitigation Funds (RMF)

During BOD96, the NAPMO BOD approved the creation of a fund comprised of revenue generated from gross interest earned and investments to mitigate currency and exchange risks. Upon dissolution of the fund, the fund will be redistributed to the Nations according to the then current MoU cost shares.

The RMF is comprised of income generated from interest earned on bank accounts, investments in term/time deposits or money market accounts and gains or losses from foreign currency exchanges. The liquidity held in the fund will have no denomination or link to a particular programme rate or inflation factor.

Reimbursables NATO Entities

Advances received from NATO Entities to support Third Party Projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for Operations and Support.

Deliverables to NAEW&C Force (other non-current liabilities)

Deliverables to NAEW&C Force represent the obligation to transfer work in progress that is ready for its intended use after the NAEW&C Force has taken over control of the related assets.

Because work in progress is presented in the financial statements on a modified cash basis, deliverables to NAEW&C Force – being a derivative – is also presented on a modified cash basis.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognized when the NAPMA has a present obligation as a result of a past event, it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits or service potential will be required to settle the obligation and a reliable estimate can be made of the amount of the obligation.

NAPMA does not recognize a contingent liability, but discloses details of any contingencies in the notes to the financial statements, unless the possibility of an outflow of resources embodying economic benefits or service potential is remote.

Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Programme.

Net assets are subdivided into capital asset reserves, cash reserves and accumulated gains/losses.

Nature and purpose of reserves

A capital assets reserve has been established for the depreciation and impairment of capitalized PP&E from the administrative budget. The capital assets reserve is increased with the expenditures for acquired PP&E and decreased with the depreciation and impairment of the PP&E. The capital assets reserve equals the carrying amount of the PP&E. The capital assets reserve is not available for redistribution to nations, programmes or budgets.

Cash reserves are the accumulated surpluses and deficits generated until 2009 and additional contributions subsequently received from new joiners to the programme.

Surplus or Deficit for the Period

Accounting surpluses or deficits can occur when funds from the cash reserve in net assets are used to cover non-contribution project expenditures.

Surpluses and deficits can also result from the currency translation adjustments at year-end in accordance with IPSAS 4 and purchases of administrative assets minus the depreciation expenses.

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2019</u>	<u>Restated</u> <u>2018</u>	<u>Original</u> <u>2018</u>
Current Accounts	192,966	191,057	191,057
Saving Accounts	91,445,976	93,950,842	93,950,842
Fixed-Term Deposits	0	0	195,000,000
Total	91,638,942	94,141,900	289,141,900

Cash balances are held in current and deposit accounts spread between various reliable financial institutions. Multiple currencies are held in separate accounts. As of the 31st of December 2019 NAPMA invested a part of the cash holding in high rated short fixed-term deposits. As per recommendation from the IBAN during the interim audit fieldwork the amount for the fixed-term deposits was re-classified into financial assets investments to be in compliance with the NAF.

Saving accounts held:

Bank	Currency		USD equivalent
DNB	EUR	16,696,335	18,304,192
	NOK	15,379,609	1,689,699
	USD	33,915,011	33,915,011
WELLS FARGO	USD	37,537,074	37,537,074
Grand Total			91,445,976

Savings are converted using NATO weekly posted exchange rates applicable on 31 December 2019.

The Calls for Contributions to participating Nations are issued according to the 2019 approved budget based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the BOD and according to Art. 29 of the NAPMO FRs and Financial Rules and Procedures (FRPs).

NATO UNCLASSIFIED

2. Accounts Receivable

<u>Accounts receivable</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Receivables from Nations	11,884,218	0
Receivables from NATO Entities	161,310	613
Receivables from Staff Members	0	0
Other Receivables/Recoverable	5,905	0
Receivables from Bank interest	696,864	1,128,881
Long outstanding Receivables	0	412,952
Total	12,748,298	1,542,445

Most receivables are due from Member Nations. It is deemed that all accounts receivable activities will be closed within 12 months from the end of the reporting period. No provisions are made against debts as they are deemed to be collectible.

The increase in the Receivables is primarily due to payments of contributions not received prior to the year-end.

Receivables from NATO Entities include a compensatory payment from the NATO Group insurance as per reference action memo EM(2019)0080-REV1 dated 25 November 2019 which was received on 07 April 2020.

3. Prepayments

<u>Prepayments</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
NATO Entities	283,950	849,631
DFAS	2,903,258	3,449,054
ADMIN NON-NATO Entities	158,928	185,609
Total	3,346,136	4,484,294

Advance payments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

Advance payments to Non-NATO entities cover prepayments executed in 2019 related to administrative and operational transactions.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

4. Investments

<u>Investments</u>	<u>2019</u>	<u>Restated 2018</u>	<u>Original 2018</u>
Investments	290,000,000	195,000,000	0
Total	290,000,000	195,000,000	0

NAPMA's current investments are held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months. The carrying amounts for these deposits are a reasonable approximation of their fair value due to their short term maturities.

The majority of the increase in investments is due to the payments of contributions received prior to year end which were invested in fixed term deposits.

Bank	Duration	Currency	Total amount
WELLS FARGO	Up to 6 Months	USD	90,000,000
JP MORGAN	Up to 6 Months	USD	30,000,000
DNB Bank	Up to 6 Months	USD	170,000,000
	Grand Total	USD	290,000,000

Assets – Non-Current Assets

5. Prepayments > 12 Months

<u>Prepayments</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
ADMIN NON-NATO Entities > 12Months	80,481	10,519
Total	80,481	10,519

Prepayments executed in 2019 related to licences with validity through 2020.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

6. Property, Plant and Equipment (PP&E)

During 2019, there were no additions to PP&E.

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Automated Inf. System (NIMS)	Communication and IT Equipment	Furniture	Vehicles	Buildings	Installed Equipment	Totals
Opening Balance (01 January 2019)	28,439	794,797	29,241	105,161	387,804	3,018	1,348,460
Additions	0	0	0	0	0	0	0
Disposals/Corrections	0	0	0	0	0	0	0
Depreciation	28,439	309,919	11,813	23,144	15,097	1,161	389,574
Closing Balance (31 December 2019)	0	484,878	17,428	82,017	372,706	1,857	958,886
Gross Carrying Amount	7,500,612	929,758	668,851	115,722	603,899	12,149	9,830,991
Accumulated Depreciation	7,500,612	444,880	651,423	33,705	231,192	10,292	8,872,105
Net Carrying Amount	0	484,878	17,428	82,017	372,706	1,857	958,886

7. Work in Progress (WIP) (other non-current assets)

<u>Work in Progress</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Work in Progress (WIP)	37,037,349	119,145,364
Total	37,037,349	119,145,364

WIP – The value of work in progress for the acquisition projects will be transferred to the NAEW&C Force when the modernisation of the aircraft has been completed and is in use by NAEW&C Force.

The amount of 133,355,071 USD equivalent was transferred to the NAEW&C Force in 2019 in compliance with the control criteria of assets as outlined in the NAF.

Work in progress transferred to the NAEW&C Force may contain property that is paid by NAPMA, acquired by contractors and not expensed as incurred while modifying the NE-3A aircraft. This concerns NATO-owned property. Contractual terms oblige contractors to administer NATO property, in accordance with sound industrial practice and create and maintain property records in support of their stewardship responsibilities. These property records must be made available to NAPMA at least upon request. NAPMA has made timely requests to its contractors to submit property records of NATO property under their control. NAPMA has not received sufficient information to recognize these assets in accordance with the NATO Accounting Framework. Because the modernization programmes are full cost recovery programmes for NAPMA, the expenditures for the unrecognized assets have been transferred to the NAEW&C Force. NAPMA will continue to gather information on NATO property that is acquired by contractors in order to achieve the transfer of these assets to the NAEW&C Force.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

In accordance with the NAF, NAPMA records the amounts of the expenditures related to indirect contracts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. The amount of 37,608,939 USD equivalent is presented on a modified cash basis.

The below summary table shows additions and transfers occurred during the fiscal year as well as the accumulated amounts.

	Work in Progress (WIP)
Opening Balance (01 January 2019)	119,145,364
Additions	51,247,056
Transferred to NAEW&C	(133,355,071)
Disposals/Corrections	0
Closing Balance (31 December 2019)	37,037,349
Gross Carrying Amount	2,382,295,753
Accumulated Transfers	(2,345,258,404)
Net Carrying Amount	37,037,349

Liabilities – Current Liabilities

8. Accounts Payable and Accruals

<u>Accounts Payable</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Payables to NATO Entities	17,915	2,946
Payables to Non-NATO Entities	275,898	332,661
Payables to Suppliers	1,368,237	720,940
Payables to Staff	24,233	219
Total	1,686,283	1,056,766

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Payables to NATO Entities

Payables to NATO Entities include an invoice from NSPA for shipment task that was not settled at year-end.

Payables to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled at year-end.

Payables to Suppliers

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled at year-end. There is an increase in payables to suppliers because the majority of the invoices were not paid before year-end.

Payables to staff members

Amounts due to staff members such as travel expenses. There is an increase in the payable to staff members due to travels performed late in the year and therefore not settled before the cut-off-date.

<u>Accruals</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Goods receipt – Invoices to be received	13,759,466	25,573,770
Total	13,759,466	25,573,770

Goods Receipt – Invoices to be received are the amounts based on estimates and assumptions made for goods/services that were delivered/performed during fiscal year 2019 and prior but not invoiced by the 31 December 2019.

The variance between the comparative figures is explained by the receipt in invoicing from the prime contractor before the cut-off date.

9. Deferred Revenue

<u>Unearned Contributions</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Unearned Contribution - Current	255,503,650	163,284,252
Unearned Contribution - SESAR	15,573,687	6,506,273
Total	271,077,337	169,790,525

Unearned Contributions - Currently represent the balance of Nations' Contributions associated to the various programmes, inclusive of administrative support, that have not yet been recognized as revenue. The BOD approved budgets and associated Call for Contributions are based on the Medium Term Financial Plan (MTFP). NAPMA issued only one 2019 call in September, as the first FLEP call to all nations, except for Norway and Denmark per their request.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The NAPMO-USAF cooperatively developed CNS/ATM received funding from the Single European Sky Air Traffic Management Research (SESAR), for the efforts in defining, developing and delivering new or improved technologies and procedures (SESAR Solutions). The evaluation performed by SESAR awarded the funding to NAPMO in one grant represented by two clusters paid in three instalments per cluster: Prefinancing, interim payment and balance payment. An interim payment on cluster 1 and 3 were received in 2019.

For the retention of the existing funds and the payment of the balance, NAPMA must submit a certified final technical report, a certified final financial statement and a certified summary financial statement (aggregation of previously submitted financial statements and received interim payments).

10. Advances

<u>Advances</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Advance Nation accounts	14,396,150	0
Total	14,396,150	0

Advances are funds held on behalf of the Participating Nations which arise from calls for next year's budget as stated in the NAPMO FR art. 29.5. NAPMA issued the first call for contribution for 2020 for the 6th amendment in November 2019. The call went to all nations and only requested 70% of the total Administrative Budget for 2020 as there was sufficient project funds on hand to cover any expenditures before the second 2020 call would be issued.

Advance nation accounts also include a compensatory payment received from the NATO Group Insurance provider following the recommendation option 1 to return the funds to nations as per reference EM(2019)0080-REV1.

Liabilities – Non-Current Liabilities

11. Advances > 12 Months and Reimbursables NATO Entities

<u>Advance Nation Accounts</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Advance Nation accounts	72,540,862	79,653,471
Total	72,540,862	79,653,471

Advances Nation accounts are funds held on behalf of the Participating Nations which arise from a variety of funding sources, sales of residual assets, R&D recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP). As per 2019 Administrative Budget Book, approximately 7 million USD equivalent were used to cover administrative expenditures.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<u>Risk Mitigation Fund Nations</u>		
Risk Mitigation Fund Nations	19,720,364	12,691,124
Total	19,720,364	12,691,124

During BOD96, the NAPMO BOD approved the creation of a Risk Mitigation Fund (RMF) to mitigate currency and exchange risks.

The RMF is comprised of income generated from interest earned on bank accounts, investments in term/time deposits or money market accounts and gains from foreign currency exchanges since 2014. The liquidity held in the fund will have no denomination or link to a particular programme rate or inflation factor.

Risk management procedures are implemented specifically pertaining to measuring and managing liquidity risk in both normal and adverse conditions.

The RMF balance on the 31 December 2019 is mainly made of interest generated in bank accounts held in USD.

In 2019, the RMF covered bank charges and negative interest in the amount of 102,902 USD equivalent.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<u>Reimbursables</u>		
Reimbursables NATO Entities	976,584	1,168,775
Total	976,584	1,168,775

This account tracks the financial activities to support Third Party NATO Entities. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for Operations and Support.

12. Other non-current liabilities (Deliverables)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>		
Deliverables	37,037,349	119,145,364
Total	37,037,349	119,145,364

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount that is still to be transferred to NAEW&C Force when the modernisation of the aircraft has been completed and is in use by NAEW&C Force.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Changes in Deliverables for the year were as follows:

	Deliverables
Opening Balance (01 January 2019)	119,145,364
Additions	51,247,056
Transferred to NAEW&C	(133,355,071)
Disposals/Corrections	0
Closing Balance (31 December 2019)	37,037,349
Gross Carrying Amount	2,382,295,753
Accumulated Transfers	(2,345,258,404)
Net Carrying Amount	37,037,349

13. Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Programme.

Net assets are subdivided into capital asset reserves, cash reserves and accumulated gains/losses. Further details can be found in the Statement of Changes in Net Assets/Equity (page 7).

During the reconciliation of cash balances, a difference was discovered in the amount of 52,347 USD equivalent. This difference is recognized directly in the net assets.

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

14. Revenue

Revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognized when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

<u>Revenue</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenue from Contributions	47,953,309	37,417,233
Financial Revenue	262,112	0
Other Revenue	18,527,383	15,070,848
Total	66,742,805	52,488,081

Revenue from Contributions has been recognized for project and administrative activities.

Financial revenue represents the accumulated exchange rate gains and losses due to transactions recorded in foreign currencies during the year, which reflect an unrealised gain required for reporting purposes.

15. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

<u>Project Expenses</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Projects direct	50,275,725	31,740,927
Projects indirect (via SPO)	0	642,671
Total	50,275,725	32,383,598

Project expenses are divided into direct and indirect and are not capitalized under WIP. Indirect expenses are incurred under the US agreement and are presented on a "modified cash" basis.

No indirect expenses which have not been capitalized under WIP occurred in 2019.

NATO UNCLASSIFIED

<u>Administrative Expenses</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Personnel	15,698,258	16,588,733
Operational	2,356,247	2,541,446
Total	18,054,505	19,130,180

The amounts for Personnel include expenses for salaries and emoluments for NATO civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and training.

NAPMA Personnel Costs (including key management personnel)

	2019	2018
Salaries	10,627,876	11,280,940
Allowances	2,377,038	2,590,412
Pension contributions	1,100,552	1,108,718
Health care contributions	1,294,443	1,345,665
Loss-of-Job Indemnities	0	0
Other	298,349	262,997
Total	15,698,258	16,588,733

Employee Disclosure

NAPMA personnel is enrolled in two NATO pension schemes. NAPMA contributes to the schemes for existing employees at amounts laid out in the NATO Civilian Personnel Regulations (NCPR's).

NAPMA does not control or manage any of the schemes or scheme assets and is not exposed to the risks and rewards of the schemes and hence does not record any assets or liabilities of the schemes on its statements of financial position. In 2019 NAPMA contributed 1,100,552 USD equivalent to the NATO pension schemes.

The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities such as maintenance costs, travel expenses, communication and information systems. These expenses are needed to meet NAPMA's operational requirements.

The lease for three staff cars and photocopiers have been qualified as operating leases and are therefore also included in the administrative costs.

NATO UNCLASSIFIED

<u>Depreciation Expenses</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Depreciation and amortization	389,574	184,289
Total	389,574	184,289

Assets of PP&E are depreciated over their useful life (see also Note 6 on page 19).

<u>Finance Expenses</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Finance Expenses	0	31,793
Total	0	31,793

Finance Expenses represent the accumulated exchange rate gains and losses due to transactions recorded in foreign currencies during the year which reflect an unrealised loss required for reporting purposes.

16. Deficit for the Period

The 2019 deficit in the amount of (1,976,999) USD equivalent results from:

- The currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4 presented under Financial revenue in the amount of (262,112) USD equivalent;
- Non-contribution project expenses in the amount of 1,849,536 USD equivalent
- The depreciation expenses in the amount of 389,574 USD equivalent

NATO UNCLASSIFIED

EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

NAPMA's reporting date is 31 December 2019 and the Financial Statements were authorized for issue by the General Manager on 30 April 2020.

In response to the current COVID-19 pandemic, NAPMA senior management has directed the NAPMA staff to work from home to the maximum extent practical from 17 March 2020 until further notice. Due to this arrangement, the preparation of NAPMA 2019 Financial statements are delayed by one month to 30 April 2020 (Reference NAPMA/GM(20)11-00/010).

No material events, favorable or unfavorable, which would have an impact on the statements have occurred between the reporting date and the date on which the Financial Statements were authorized for issue.

RELATED PARTY DISCLOSURE

Under IPSAS 20 parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the Financial Position and Performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans from the entity. Based on the BOD annual declarations for 2019, received from all the BOD Members, no significant related party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2019 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant related party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff members.

The aggregate remuneration of key management personnel during the year was as follows:

Number of individuals at year end on a full time equivalent basis

Grade	2019	2018
A7	1	1
A6	3	3
A5	8	4
A4	7	8
A3	2	1
Total	21	17

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Salaries and benefits paid to key management personnel

Remuneration type	2019	2018
Basic salaries	2,786,145	2,406,268
Allowances	531,340	619,253
Employer's contribution to insurance	336,129	289,401
Employer's contribution to pension	328,763	264,129
Other	3,922	5,001
Total	3,986,299	3,584,053

The General Manager is entitled to receive a representation allowance as per DC(2016)0100 and PO(2013) 0154. The amount spent in 2019 was 9,106 USD equivalent. Expenditures made against this allowance are supported by invoices.

BUDGET EXECUTION STATEMENT

The execution of the budget during fiscal year 2019 is shown in annex A.

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the Financial Statements whereas the Budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by programme/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in US Dollar equivalent at an established rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in USD equivalent at the established programme rate.

The BOD approves the budgets based on programme/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board. On 28 January 2019 and 9 August 2019 the PFC approved a supplemental transfer of appropriation between projects. On 12 July 2019 the BOD approved supplemental budget for Risk Reduction.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD equivalent payments are made through DFAS or via a Direct USD contract with Boeing, while the Budgeted Expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

In the Budget Execution Statement, actual expenditures are recorded on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the Service Entry (Good Receipt) is posted and the budget is consumed by an individual project.

The following table reconciles the differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis) which are driven primarily by timing differences in Clearing House, accruals and capitalization. Exchange rate differences are generated because the BES expenditures are calculated at programme rate while the Financial Statement expenditures are calculated at market rate (NATO Parity Rate).

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

2019 Expenditure Reconciliation								
	Expenditure Comparison		Difference		Explanation			
Fund Center	BES Expense at Program Rate (\$EQ)	Financial Stmt Expense at Market Rate (LC) (Incl WIP)	BES Expense @ Program Rate less Fin Stmt Expense @ Mkt Rate	Financial Stmt Expense at Program Rate (\$EQ)	Exchange Difference Program Rate to Mkt Rate	Currency Clearing House Difference	Accrual Difference	Delta
PROJECTS	117,746,595.52	101,522,779.35	16,223,816.17	101,962,351.06	(439,571.71)	(3,955,281.64)	(11,828,963.67)	(0.85)
ADMIN	18,704,690.11	18,054,505.21	650,184.90	18,626,361.94	(571,856.73)		(78,328.17)	(0.00)
TOTAL	136,451,285.63	119,577,284.56	16,874,001.07	120,588,713.00	(1,011,428.44)	(3,955,281.64)	(11,907,291.84)	(0.85)

WRITE OFF

Assets which are currently providing operational service potential are deemed to be the reporting responsibility of NAEW&C Force, NAPMA only reports write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of the NAF.

FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA's financial requirements are set by its Member Nations. NAPMA does not borrow money to meet any financial obligation. Other than financial assets and liabilities which are generated by day-to-day operational activities, no long term financial instruments are held. The Risk Mitigation Fund's purpose is to mitigate currency and exchange risks.

Liquidity risk

NAPMA's financial requirements and capital expenditures are met by its Member Nations and are typically funded in advance. NAPMA is therefore not exposed to material liquidity risks.

Credit risk

NAPMA Nations are member and partner Nations of NATO, hence NAPMA is not exposed to material credit risks. Credit risk of financial institutions is mitigated by the Risk Mitigation Fund.

Foreign currency risk

NAPMA has limited exposure to foreign currency because some of its work is denominated in currencies other than the USD. However, risk related to foreign currency transactions is ultimately borne by NAPMA Nations.

CONTINGENCIES

There is a claim by Mrs. C. Niessen, dated 5 April 2018, represented by DAS, Onderwijsboulevard 2015, 5223 DJ Den Bosch, claiming materiel and immateriel damages resulting from a fall at NAPMA premises while working for the cleaning company Hectas.

NATO UNCLASSIFIED

Annex A to the Financial Statements
Budget Execution Statement

2019 Budget Execution Statement											
Funds Center	Appropriations current Budget Year(\$EQ)	Total Changes to Previous Appropriations (\$EQ)	Uncommitted Appropriations Carried Forward from Previous FY(\$EQ)	(TOTAL) Commitments Carried Forward from Previous FY(\$EQ)	Lapse in current FY (\$EQ)	Total Appropriations Available FY (\$EQ)	Expense Program Rate (\$EQ)	Uncommitted Appropriations Carried Forward (\$EQ)	(TOTAL) Commitments Carried Forw. into Following FY(\$EQ)	Total Appropriations Used FY (\$EQ)	Total Appropriations Available -Total Appropriations Used(\$EQ)
Funds Center	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PROJECTS	267,774,352.15	(50,864,273.08)	90,698,461.17	90,687,940.84	(1,761,114.63)	396,535,366.45	(117,746,595.52)	(19,349,932.41)	(259,481,442.03)	(396,577,969.96)	(42,603.51)
ADMIN	22,108,232.46	-	-	420,517.25	(3,458,347.06)	19,070,402.65	(18,704,690.11)	-	(382,426.29)	(19,087,116.40)	(16,713.75)
GRAND TOTAL	289,882,584.61	(50,864,273.08)	90,698,461.17	91,108,458.09	(5,219,461.69)	415,605,769.10	(136,451,285.63)	(19,349,932.41)	(259,863,868.32)	(415,665,086.36)	(59,317.26)

(3)

Note 1: Technical discrepancy due to ERP settings.

Note 2: Due to the requirement for manual Carry Forwards in NIMS, errors in document processing across fiscal years occur.

Note 3: Appropriation transfer between projects per BOD/100 approval

(1)

(2)

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF INTERNAL CONTROL

Scope of Responsibility

1. As General Manager of NAPMA, I am responsible and accountable to the agency's Board of Directors (BOD) for designing, implementing and maintaining an efficient, effective and economical system of Internal Control that supports the achievement of NAPMA's objectives. To this end, I have established an effective, efficient and economical Internal Control System in accordance with NAPMO Financial Regulations (NFR) and NAPMO Financial Rules and Procedures (FRP) based on the principles of COSO Enterprise Risk Management (ERM) and Internal Control System as described below.
2. As the NAPMA Financial Controller I am responsible to the General Manager and accountable to the NAPMO Policy and Finance Committee (PFC) for establishing a system of internal financial and budgetary control, delegate authority to officials who may disburse and receive funds on my behalf, maintaining comprehensive accounting records of all assets and liabilities and the correct use of funds made available to the agency in accordance with the NFR and FRP.

Purpose and Limitation of the System of Internal Control

3. The Internal Control System defines a process carried out by NAPMA's management and staff designed to provide reasonable assurance that the Agency will achieve its objectives while using the agency's resources in an efficient and effective manner.
4. NAPMA's system of internal control specifically addresses the efficiency and effectiveness of operations, accuracy and reliability of financial reporting and compliance with its legal framework and applicable laws and regulations.
5. Common limitations for an internal control system are collusion, human error and management override.
6. The cost of the internal controls should not outweigh the risks they are mitigating.

Oversight over NAPMA's Internal Control

7. Oversight on NAPMA's internal control is exercised by the NAPMO BOD and the PFC pursuant to Articles 28 and 30 of the NAPMO Charter and paragraph 39 of the NAPMO Corporate Governance Policy (NCGP). The PFC's oversight role as the Agency's Audit Advisory Panel are pursuant to Article 16 of the NFR and paragraph 40 of the NCGP.
8. In June 2018, the BOD tasked NAPMA to update the NCGP. In Oct 2018, NAPMA presented a draft NCGP to the PFC with proposed changes in the areas of internal audit, audit committee roles and application of the COSO Enterprise Risk Management framework. While this revised NCGP awaits formal PFC endorsement and BOD approval, NAPMA has already began implementing parts of the revised NCGP with the NAPMO Nations' agreement.

Risk Management

9. NAPMA manages risks at two distinct levels: the enterprise and the functional levels. NAPMA has established an Enterprise Risk Manager and an enterprise risk management plan to manage risks that can jeopardize NAPMA's abilities to successfully execute the modernisation of the NE-3A aircraft and other missions assigned by the NAPMO BOD to include its Technical Airworthiness responsibilities.
10. Division Heads and Office Chiefs are responsible for managing risks within their functional areas and complying with the internal controls in place.

Internal Control System

11. Other key elements of the Agency's Internal Control System include, but are not limited to:
 - Commitment of NAPMA's senior leadership to integrity and ethical values;
 - Standards of Behaviour in line with the NATO Code of Conduct with an annual signed declaration of adherence by each staff member;
 - Annual confirmation of the responsibility and accountability for NAPMA's system of internal control by the General Manager and the Financial Controller by signature of the Statement of Internal Control;
 - Annual signature by NAPMA key personnel of a statement on related party disclosure;
 - NAPMA Program Office Estimate (POE) for the financial planning and management of modernization programmes;
 - Presentation of an annual Mid Term Financial Plan to the PFC and approval of administrative and project budgets by the BOD;
 - Signature on an annual basis by the General Manager and the Financial Controller of a NAPMA Management Representation Letter that provides assurance regarding the integrity, reliability, accuracy, completeness and consistency of information contained in the Financial Statements;
 - The NFR and FRP;
 - NAPMA Management Directives and Operating Instructions;
 - The use of the NAPMA Integrated Management System (NIMS) which incorporates the standard SAP Enterprise Resource Planning system with a budgeting module especially designed to manage, monitor and safeguard the funds appropriated to NAPMA;
 - A Treasury Policy Group that periodically reviews cash management and issues regarding the financial institutions which are responsible for cash deposits;
 - Signature on an annual basis by designated responsible managers within the NAPMA organization of a statement of assurance declaring their assessment of the execution of their internal controls.

Internal Audit

12. NAPMA has a permanently staffed internal audit function that independently evaluates the adequacy and effectiveness of the organization's governance, risk management, and internal controls to help the GM to protect assets, reputation and sustainability of the organization.

Important Developments that Influenced NAPMA's Internal Control in 2020

13. NAPMA concluded the Boeing contract for the Final Lifetime Extension Programme (FLEP) of the NAEW&C E-3A Fleet on 21 November 2019. The FLEP is valued at \$1 Billion (Base Year 2016) with \$750 Million allocated to the main contract with Boeing and its European subcontractors. The execution of the FLEP-contract requires extra controls especially with regard to non-expendable NATO property held at the contractors' locations.

Review of the Effectiveness of the System of Internal Control

14. The Financial Controller is responsible for evaluating the system of financial control.
15. The main basis for the assessment of the effectiveness of the system of internal control by the Financial Controller is direct observation. Other sources include, but are not limited to, reporting by internal and external auditors, signed statements of assurance by designated responsible managers within NAPMA and identifying risks and mitigation controls as described in Guideline FC #1 Financial and Budgetary Control.
16. It is the Financial Controller's assessment that strong controls exist over accounting, budgeting, treasury and the non-expendable items controlled by NAPMA. Some items controlled by NAPMA are held at contractors' locations. The Financial Controller found that strong controls exist for the accounting and safeguarding of NAPMA furnished property but that the accounting for the completeness of Contractor Acquired Property to which NATO has title is challenging.

General Manager's Internal Control Priorities for the Year 2020

17. The General Manager's Internal Control Priorities for the Year 2020 are:
 - Continue the implementation of a tailored NAPMA ERM and Internal Control System in compliance with the principles of the COSO framework;
 - Implement specific internal control measures for FLEP, notably asset control.

NATO UNCLASSIFIED

Annex B to the Financial Statements
Statement of Internal Control

Conclusion

18. Based on the above, we consider, to the best of our knowledge and information available and within the scope of our respective responsibilities, that the agency operated satisfactory systems of internal control for the year ended 31 December 2019 and up to the date of approval of the Financial Statements.

Guy E R van
on behalf of

BrigGen Michael Gschossmann
General Manager NAPMA

Kees Schulten

Col Kees Schulten
Financial Controller NAPMA

06 July 2020